



CCI PAYS DE LA LOIRE

Document Unique (DU)
Valant acte d'engagement et cahier des clauses particulières

Chambre de Commerce et d'Industrie de Région Pays de la Loire (CCIR)

Établissement public administratif

1, rue Françoise Sagan – 44800 Saint-Herblain

<http://www.paysdelaloire.cci.fr>

SIRET 184 401 289 00022 – TVA n° FR 75 184 401 289

Marché de maintenance et d'évolution des sites web
des Chambres de Commerce et d'Industrie de la Région Pays de la Loire

Procédure Adaptée – n° marché : 2025 RTPN 1123

(Selon les dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique)

IDENTIFICATION DES CONTRACTANTS

- Pour la CCIR :

Représentant de la **Chambre de Commerce et d'Industrie de la Région des Pays de la Loire**
Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Région des Pays de la Loire

Suivant la délibération du 9 décembre 2021 de l'Assemblée Générale de la CCIR

Personne habilitée à donner les renseignements :

Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Région des Pays de la Loire

Suivant la délibération du 9 décembre 2021 de l'Assemblée Générale de la CCIR

Ordonnateur :

Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Région des Pays de la Loire

Suivant la délibération du 9 décembre 2021 de l'Assemblée Générale de la CCIR

Comptable assignataire des paiements :

Monsieur le Trésorier de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Région des Pays de la Loire

Suivant la délibération du 9 décembre 2021 de l'Assemblée Générale de la CCIR

■ IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE

Si candidat individuel :

Nom commercial et dénomination sociale :

.....
.....
.....

Personne habilitée à engager l'entreprise :

M. ou Mme
En qualité de :

Adresse de l'entreprise :

.....
.....
.....

Téléphone, Télécopie et adresse électronique

:
.....
.....
.....

Numéro de SIRET :

Code APE :

Si groupement d'entreprises :

Nature du groupement :

- ☐ groupement solidaire
☐ solidaire du groupement conjoint
☐ non solidaire du groupement conjoint

Identification du mandataire :

M. ou Mme
En qualité de :

Identification des membres du groupement :

.....
.....
.....
.....

Répartition des prestations avec indications
des montants HT par entreprise :

.....
.....
.....
.....

SOMMAIRE

I- ACTE D'ENGAGEMENT (AE)	6
ARTICLE 1 PRIX DU MARCHÉ	6
ARTICLE 2 SOUS-TRAITANCE	6
ARTICLE 3 PAIEMENT	6
ARTICLE 4 ENGAGEMENT DU CANDIDAT ET DES MEMBRES DU GROUPEMENT	7
II- CAHIER DES CHARGES PARTICULIÈRES (CCP)	8
ARTICLE 1 PRÉSENTATION	8
ARTICLE 2 OBJET DU MARCHÉ	8
ARTICLE 3 PROCÉDURE DE PASSATION	9
ARTICLE 4 DURÉE DU MARCHÉ	9
ARTICLE 5 PIÈCES CONTRACTUELLES	10
ARTICLE 6 PRESTATIONS ATTENDUES	10
ARTICLE 7 PÉNALITÉS DE RETARD	11
ARTICLE 8 OBLIGATION DE DISCRÉTION	12
ARTICLE 9 ASSURANCE	12
ARTICLE 10 MODALITÉ DE PAIEMENT	12
10.1 PAIEMENT	12
10.2 ECHEANCE	12
10.3 MODALITES DE TRANSMISSION DE LA FACTURATION	12
ARTICLE 11 DISPOSITIONS GENERALES	13
11.1 COMMUNICATIONS ET NOTIFICATIONS	13
11.2 MISE EN ŒUVRE	13
11.3 CESSION	13
11.4 SOUS-TRAITANCE	14
ARTICLE 12 RÉMUNÉRATION	14
12.1 CONTENU DES PRIX	14
12.2 MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX	14
12.3 NATURE DU PRIX ET VARIATION	14
12.4 CLAUSE DE SAUVEGARDE	15
12.5 APPLICATION DE LA TAXE A VALEUR AJOUTEE	15
ARTICLE 13 RÉGIME GÉNÉRAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES - RGPD	15
ARTICLE 14 DIFFÉRENDS ET LITIGES	18
14.1 INSTANCE CHARGÉE DES PROCEDURES DE RECOURS	18
14.2 ORGANE CHARGÉE DES PROCEDURES DE MEDIATIONS	18

14.3	SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS PEUVENT ETRE OBTENUS CONCERNANT L'INTRODUCTION DES RECOURS	18
<u>ARTICLE 15</u>	<u>DEROGATION AU CCAG TIC</u>	<u>18</u>

I- ACTE D'ENGAGEMENT (AE)

ARTICLE 1 PRIX DU MARCHÉ

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées dans les conditions du marché et aux prix indiqués au bordereau des prix.

ARTICLE 2 SOUS-TRAITANCE

Pour l'exécution du marché,

J'envisage (nous envisageons)

Je n'envisage pas (nous n'envisageons pas) de recourir à un ou plusieurs sous-traitants.

(1) Rayer la mention inutile

ARTICLE 3 PAIEMENT

Les contractants se libèreront des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes suivants¹ :

- Ouvert au nom de :
 - Domiciliation :
 - Code banque :
 - N° de compte :
 - IBAN :
 - BIC :
 - Ouvert au nom de :
 - pour les prestations suivantes :
 - Domiciliation :
 - Code banque :
 - N° de compte :
 - IBAN :
 - BIC :
- Code guichet :
Clé RIB :

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur :

- ☐ Un compte unique ouvert au nom du mandataire ;
- ☐ Les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées en annexe du présent document.

NB : Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que seules les dispositions du cahier des charges s'appliquent.

J'affirme (nous affirmons), sous peine de résiliation du marché ou de sa mise en régie à mes (nos) torts exclusifs, que la Société (mon entreprise) (notre entreprise) pour laquelle j'interviens (nous intervenons) ou le groupement de prestataires solidaires ou conjoints pour lequel j'interviens (nous intervenons), ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles R.2141-1 à R.2141-11 du code de la commande publique.

¹ Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.

Par ailleurs, j'affirme (*nous affirmons*) que les prestations seront exécutées par des salariés employés régulièrement au regard des dispositions du Code du Travail.

ARTICLE 4 ENGAGEMENT DU CANDIDAT ET DES MEMBRES DU GROUPEMENT

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché suivant :

- RC n° : 2025 RTPN 1123
- DU n° : 2025 RTPN 1123
- BP n° : 2025 RTPN 1123

et conformément à leurs clauses,

M'engage, (nous engageons), sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions imposées par le présent marché n°**2025 RTPN 1123**, à exécuter les prestations qui me concernent dans les conditions du marché.

II-CAHIER DES CHARGES PARTICULIÈRES (CCP)

ARTICLE 1 PRÉSENTATION

Qui sommes-nous ?

Etablissements publics sous tutelle de l'État, gérées par des dirigeants, les CCI représentent les entreprises auprès des pouvoirs publics et les accompagnent dans leur développement.

Nos missions :

- Porter la voix des entreprises,
- Accompagner la croissance des entreprises,
- Favoriser le développement économique du territoire,
- Développer les compétences par la formation,
- Gérer des équipements structurant pour les territoires.

Le projet :

Les CCI des Pays de la Loire recherchent un partenaire pour assurer la maintenance et les évolutions de leurs sites web.

Les enjeux :

- Maintenir un niveau de fonctionnement élevé,
- Assurer la sécurité des sites notamment contre les attaques malveillantes,
- Mettre en place des évolutions mineures pour rendre les sites plus fonctionnels et suivre les usages des internautes.

ARTICLE 2 OBJET DU MARCHÉ

L'objet du marché est un marché de maintenance et d'évolution des sites web des chambres de commerce et d'industrie de la région des Pays de la Loire pour le compte de la **Chambre de Commerce et d'Industrie de Région Pays de la Loire (CCIR)**, 1, rue Françoise Sagan – 44800 Saint-Herblain.

Sites Web concernés :

- Site « Corporate » <https://www.paysdelaloire.cci.fr>

DRUPAL 10.3.2 – PHP 8.2

- Le site institutionnel des 6 CCI de la Région des Pays de la Loire sur un seul socle et une seule base de données.
- Les contenus sont basés majoritairement sur des paragraphes. Un développement spécifique permet d'afficher certains paragraphes seulement sur un site et de gérer l'ordre des paragraphes par site.

- 13 types de contenu, 12 menus, 12 taxonomies, 20 vues, 40 paragraphes
- Plus de 1 500 pages publiées,
- Plus de 300 000 visites en 2024

- **Site « Formation continue » - <https://formation.paysdelaloire.cci.fr/>**

DRUPAL 10.3.2 – PHP 8.2

- Présentation de l'offre de formation professionnelle et continue des 5 CCI
- Préinscription aux formation basée sur « Webform »
- ChatBot connecté à Copilot Studio
<https://github.com/microsoft/BotFramework-WebChat>
<https://microsoft.github.io/BotFramework-WebChat/>
- Les contenus sont basés majoritairement sur des paragraphes.
- 6 types de contenus, 7 taxonomies, 7 menus, 10 vues, 18 paragraphes
- Plus de 550 pages publiées
- Plus de 100 000 visites en 2024

- **Site « FlashDiag » - <https://flashdiag.paysdelaloire.cci.fr>**

DRUPAL 10.2.5 – PHP 8.2

- Outil permettant à une entreprise de positionner sur une thématique en termes de maturité.
- 1 type de contenu, 1 taxonomie, 10 vues, 17 thèmes

ARTICLE 3 PROCÉDURE DE PASSATION

La procédure retenue est celle de la procédure adaptée suivant les dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 du CCP.

Le marché est passé sous la forme d'un accord cadre mono attributaire à bons de commande suivant les dispositions des articles R.2162-13 et R.2162-14 du CCP.

Les prestations font l'objet d'un marché à bons de commande avec un maximum de 60 k€ HT, sur l'ensemble des périodes du marché, sans engagement, en application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

ARTICLE 4 DURÉE DU MARCHÉ

Date de début de marché : 1^{er} janvier 2026

Durée du marché : 1 an renouvelable 3 fois par tacite reconduction par période d'un an, avec possibilité de résiliation à tout moment après un préavis de 4 mois, à compter de la date de début du marché.

ARTICLE 5 PIÈCES CONTRACTUELLES

Le marché est soumis aux règles du code de la commande publique.

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- Le présent Document Unique (DU) valant Acte d'Engagement (AE) et Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes
- Le Bordereau des Prix (BP),
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Techniques et d'Information et de la Communication (CCAG-TIC) en vigueur à la date de remise des offres. Cette pièce, non-jointe au dossier, est réputée connue du fournisseur,
- Les actes spéciaux type avenants, postérieurs à la notification du marché,
- Le fichier, éventuel, de question réponse échangé sur PLACE,
- Offre technique et financière du titulaire.

ARTICLE 6 PRESTATIONS ATTENDUES

Prestation : Maintenance

La prestation consiste à garantir la sécurité et le bon fonctionnement des sites, notamment :

- Maintenir le socle technique (cœur et modules) par des mises à jour régulières en fonction des « releases » proposées par la communauté.
- Veille sur les alertes de sécurité notamment diffusées par la communauté DRUPAL
- Conseiller la CCI dans les choix techniques et fonctionnels

Prestation : Développement

- Corriger les anomalies techniques ou fonctionnelles signalées par la CCI
- Développer des évolutions : design (images, css) et fonctionnalités.
- Veille et Conseil : ergonomie, design, fonctionnalités, sécurité, développement, SEO, Accessibilité,

Les évolutions feront l'objet d'un projet et d'un chiffrage à part et suivant les prix du bordereau des prix.

Les adaptations réalisées doivent respecter :

- Les normes W3C (HTML5),
- La compatibilité avec les principaux navigateurs (CHROME, EDGE, FIREFOX, SAFARI)
- Les règles du « web responsive »,

- Les principales règles d'accessibilité (RGAA),
- Les bonnes pratiques en termes de développement (DRUPAL, PHP),
- Les bonnes pratiques en termes de SEO,
- Les bonnes pratiques pour une sobriété numérique.

Livrables :

- Un outil permettant à la CCIR de signaler et de suivre les anomalies constatées et/ou demandes d'évolution exprimées
- Un site de recette, copie de la production, pour valider les mises à jour, correction ou adaptation.
- Une documentation technique et fonctionnelle pour les livraisons et les nouveaux développements.

NB : L'hébergement, la gestion des noms de domaine et des certificats ne font pas partie de ce marché et sont gérés directement par la CCIR. L'hébergement est assuré par un opérateur national. Le serveur Web est protégé par un WAF. Configuration technique du serveur : Debian GNU/Linux 5.10 / MariaDB 10.5 / PHP 7.4 à 8.3. Des accès SFT/SSH peuvent être mis en place.

Méthodologie :

Avant toute intervention, une demande doit être rédigée et priorisée dans l'outil d'échange. Celle-ci est analysée et chiffrée par le titulaire. La CCIR valide ou non la modification.

Des réunions régulières avec les équipes CCI permettent de suivre le budget, de faire le bilan des demandes traitées et le planning des actions à engager.

Propriété des sources :

Tous les travaux réalisés reviendront en pleine propriété à la CCIR. Si des composants ou des progiciels propriétaires ou des licences restreintes devaient être utilisés, le titulaire devra l'expliquer clairement dans sa réponse et définir les conditions d'exploitation proposées, et les garanties en termes de maintenance et d'évolutivité.

ARTICLE 7 PÉNALITÉS DE RETARD

Il n'est pas prévu de montant minimum et maximum de montant de pénalités. Les pénalités s'appliquent au contrat et à ses éventuels avenants.

Par dérogation à l'article 14.1.1. du CCAG-TIC, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, et par période précisée dans les développements ci-après, les pénalités suivantes :

Non-respect des délais de maintenance

En cas de retard sur le délai, il sera appliqué des pénalités au titulaire d'un montant de 100 (cent) € HT par journée de retard.

ARTICLE 8 OBLIGATION DE DISCRÉTION

Le titulaire, qui à l'occasion du présent marché reçoit communication de renseignements ou documents, est tenu de maintenir confidentielle cette communication.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuelles encourues, la CCI peut procéder à la résiliation du marché aux torts du titulaire.

ARTICLE 9 ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la CCI, des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Pour justifier de ces garanties, le titulaire doit fournir une attestation d'assurance d'une compagnie notoirement solvable, portant mention de la durée de validité et de l'étendue des garanties.

ARTICLE 10 MODALITÉ DE PAIEMENT

10.1 Païement

Les factures seront adressées à la direction financière de la CCIR, portant outre les mentions légales, le numéro de marché : sinon retour fournisseur.

Les factures seront adressées à chaque livrable accepté par la CCI et à chaque début de période de maintenance.

Une facture par CCI (x6) en fonction d'une répartition fournie en début de marché. Chaque année, un budget est défini pour financer les évolutions. Ce budget non dépensé sur une période sera reporté sur la période suivante.

10.2 Echéance

Pour la CCI Région Pays de la Loire, le règlement s'effectuera par virement bancaire à 30 jours suivant la réception de la facture.

10.3 Modalités de transmission de la facturation

Dans le cadre de la modernisation de l'action publique et dans un souci d'amélioration du délai de traitement des factures, la CCIR s'engage pour la dématérialisation du traitement de ses factures.

A cette fin, une **solution** informatique **gratuite et sécurisée**, **Chorus Portail Pro** https://chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus_portail_pro/ sera mise à votre disposition afin de transmettre vos factures sous forme dématérialisée.

Pour ce faire, vos factures dématérialisées adressées à la CCIR devront comporter les informations suivantes :

- N° de SIRET pour la CCIR : 184 401 289 00386

- N° de marché : 2025 RTPN 1123

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique. Nous restons également à votre disposition pour toute question sur la mise en place de la facturation électronique.

ARTICLE 11 DISPOSITIONS GENERALES

11.1 Communications et notifications

Les notifications du marché, les mises en demeure ainsi que toutes les communications dont l'exécution est liée à un délai par les pièces du marché, sont valablement faites selon les cas, adressées par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception ou par notre plateforme de dématérialisation (www.marches-publics.gouv.fr).

Le prestataire renvoie à la CCIR, dans un délai de 10 jours à compter de la date de réception de la notification, l'un des deux exemplaires, après l'avoir signé ; les réserves éventuelles du prestataire sur les prescriptions de l'ordre de service doivent, sous peine de forclusion, être communiquées simultanément au retour de l'ordre de service.

Les autres communications (commandes) se feront par e-mail, merci de nous indiquer une adresse mail générique :

@

11.2 Mise en Œuvre

Le titulaire s'engage :

- A exécuter les prestations du marché conformément aux dispositions des documents du marché et suivant le calendrier convenu entre les parties,
- A respecter les exigences spécifiées dans les documents du marché,
- A garantir la continuité de service du marché,
- A exécuter ses obligations avec tout le soin et la diligence nécessaires et à respecter les règles et méthodes de la CCIR,
- A informer rapidement la CCIR de toute difficulté empêchant la mise en œuvre du marché,
- A garantir, en cas d'indisponibilité, le remplacement des intervenants pressentis pour l'exécution du présent marché par une personne ayant un profil, une qualification et une expérience similaires.

11.3 Cession

Le marché est conclu en stricte considération de la personne du fournisseur. Par conséquent, il ne peut être cédé par le fournisseur à un tiers sans l'accord préalable de la CCIR.

11.4 Sous-traitance

En cas de sous-traitance d'une partie des prestations du présent marché, le titulaire devra, au préalable, en informer la CCIR aux fins d'agrément éventuel. En cas de sous-traitance, la facture présentée par le titulaire devra comprendre la quote-part du sous-traitant agréé.

Par ailleurs, le titulaire du marché doit faire connaître à la CCIR le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et doit remplir un formulaire DC4.

ARTICLE 12 RÉMUNÉRATION

12.1 Contenu des prix

Le marché est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la prestation y compris : **les frais généraux, frais d'assurance, frais de livraison en franco de port et de déplacements, d'hébergement, le service, impôts, taxes et redevances de toute nature, et, d'une manière générale, selon les règles d'usage de la profession et / ou les règles de l'art.**

Ces prix tiennent compte notamment de toutes les charges et de tous les aléas pouvant résulter de l'exécution du marché y compris celles qui n'ont pas été explicitement décrits mais qui sont néanmoins nécessaires pour l'exécution de la prestation.

12.2 Mois d'établissement des prix

Le mois d'établissement du prix initial est le mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » ou « M0 ».

12.3 Nature du prix et variation

Les prix sont fermes pendant un an et seront révisés ensuite à la date anniversaire du renouvellement du marché selon la formule suivante :

Le coefficient de révision "Cr" applicable est donné par la formule suivante : $Cr = 0,15 + 0,85 (Im / Im0)$

Formule dans laquelle :

Cr = coefficient de révision

Im0 = valeur de l'index national au mois m0.

Im = valeur du même index connu et publié au mois m.

Le marché est établi sur la base de l'indice national SYNTEC.

Les prix indiqués au détail estimatif sont assortis d'une clause d'ajustement dans les conditions de l'article R.2112-13 du code de la commande publique.

Toute demande de mise à jour des prix devra être accompagnée des pièces justificatives ayant servi au calcul du nouveau prix.

Le titulaire du marché s'engage à faire parvenir à la CCIR, par courriel, son nouveau tarif (ou barème) avec un préavis de 2 mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement. Passé ce délai et en absence de réception de ce courrier, toute demande de révision sera refusée.

Tout ajustement de tarif, accepté par la CCIR, ne nécessite ni la signature d'un avenant, ni la signature d'une annexe.

Toutefois, le prix révisé en application de cette formule ne s'appliquera qu'après accord explicite des parties.

Le changement tarifaire ne s'accompagne pas d'une diminution de la qualité de service offert par le titulaire.

12.4 Clause de sauvegarde

La CCI se réserve le droit de résilier, de plein droit et sans indemnité, sous préavis de 2 mois, le présent marché après la date du changement de tarif dès lors que l'évolution moyenne de l'ensemble de prix pratiqués au titre du marché entraînera une augmentation de plus de 3% annuel par rapport aux tarifs précédemment proposés par le titulaire.

La variation à la baisse n'est pas limitée.

12.5 Application de la taxe à valeur ajoutée

Les montants des comptes sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

ARTICLE 13 RÉGIME GÉNÉRAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES - RGPD

I. Propos préliminaires

Le Titulaire a conclu avec la CCI (« CCI ») le marché cité ci-dessus (« Marché »). Dans le cadre de l'exécution du présent Marché, le Titulaire et la CCI peuvent avoir accès à des Données à caractère personnel au sens du Règlement Européen du 27 avril 2016 relatif à la protection des données personnelles (« RGPD ») concernant les signataires et les personnes en charge du suivi opérationnel du Marché.

A ce titre, le Titulaire et la CCI sont responsables de Traitements et s'engagent à respecter le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD - Règlement (UE) 2016/679) en application depuis le 25 mai 2018, ainsi que le droit interne.

En particulier, le Titulaire s'engage à :

- Ne pas utiliser les Données à caractère personnel auxquelles il a accès à d'autres fins que celles spécifiées au présent Marché ;
- Ne pas divulguer les Données à caractère personnel à des Tiers non-autorisés ;
- Prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées à la sécurité des Données à caractère personnel utilisées dans le cadre du suivi opérationnel du Marché ; et notamment

prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse de ces Données ;

- Prendre toutes précautions conformes aux usages pour préserver la sécurité matérielle des Données à caractère personnel ;
- Le cas échéant, s'assurer que seuls des moyens de communication sécurisés seront utilisés pour transférer les Données à caractère personnel.

II. Définitions

CCI des Pays de la Loire : ensemble des CCI de la Région des Pays de la Loire (CCI territoriales et CCI de région).

Contrat(s) : il s'agit des documents, conventions et annexes, signés par la CCI et le Titulaire dans le but d'assurer la bonne exécution du présent Marché.

DPO : Délégué à la protection des Données à caractère personnel

Données à caractère personnel : il s'agit de toutes les informations relatives à une personne physique identifiée ou identifiable (« Personne concernée ») au sens du RGPD. Une personne physique identifiable peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant comme un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne ou à un ou plusieurs facteurs spécifiques à l'identité physique, physiologique, génétique, mentale, économique, culturelle ou sociale de cette personne physique.

Etat Membre : il s'agit d'un pays membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen.

Lois sur la protection des données : il s'agit du Règlement Général sur la Protection des Données 2016/679 (RGPD) et de toutes les lois et réglementations applicables à la protection des Données à caractère personnel dans les Etats membres.

Marché : il s'agit de Contrat(s) de la commande publique conclu(s) à titre onéreux par la CCI, pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services, avec un ou plusieurs opérateurs économiques.

Personne concernée : il s'agit de la personne physique identifiée ou identifiable sur laquelle portent les Données à caractère personnel.

Point de contact : il s'agit d'une personne physique à laquelle il est possible de se référer afin d'obtenir des informations.

Responsable de traitement : il s'agit, au sens du RGPD, de la personne physique ou morale, de l'autorité publique, de l'agence ou de tout autre organisme déterminant, seul ou conjointement avec d'autres entités, les finalités et moyens du Traitement des Données à caractère personnel.

Tiers non-autorisé : il s'agit de tout autre tiers n'étant pas habilité par une loi ou le Responsable de traitement à accéder aux Données à caractère personnel.

Titulaire : il s'agit de l'opérateur économique, personne physique ou morale, qui conclut le Marché avec la CCI.

Traitement : il s'agit, au sens du RGPD, de toute opération ou tout ensemble d'opérations réalisé(e) sur les Données à caractère personnel ou sur des ensembles de Données à caractère personnel comme la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, le stockage, l'adaptation ou la modification, la récupération, la consultation, l'utilisation, la divulgation par transmission, la dissémination ou la mise à disposition, l'alignement ou la combinaison, la restriction, l'effacement ou la destruction. Ce Traitement n'est pas nécessairement informatisé et peut être réalisé par le biais de fichiers papier.

III. Protection des données à caractère personnel dans le cadre du suivi opérationnel du Marché

Les données à caractère personnel concernant les signataires du Marché ainsi que les personnes en charge du suivi opérationnel font l'objet par la CCI d'un traitement destiné au suivi et à l'exécution du Marché.

Ces données sont intégrées dans les fichiers des CCI des Pays de la Loire et sont destinées aux services opérationnels.

La base légale est l'article 6.1.b) du RGPD « le traitement est nécessaire à l'exécution d'un contrat ».

En cas de transmission de ces données à des sous-traitants au sens RGPD, un contrat est établi précisant les obligations de chaque partie et reprenant les dispositions de l'article 28 du RGPD. Aucune décision automatisée ou profilage ne sont mis en œuvre dans le cadre de ce traitement. La CCI est susceptible d'inviter les personnes concernées par le traitement de données à ses événements, d'adresser ses informations, ses offres d'accompagnement et ses enquêtes. Conformément à la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD, les personnes concernées peuvent accéder aux données à caractère personnel les concernant, les faire rectifier ou effacer après le délai de prescription de la fin du Marché. Elles disposent également du droit de limitation, de portabilité, et le cas échéant, d'opposition du traitement de leurs données.

Pour exercer leurs droits dans le cadre de l'exécution du présent Marché, les personnes concernées peuvent formuler une réclamation auprès du Point de contact en charge du Marché, tel qu'identifié sur la plateforme appel d'offre de la CCI, en précisant en objet de mail : "RGPD – REFERENCE DU MARCHE ", qui se mettra en relation avec le DPO de la CCI. Les personnes concernées devront s'assurer de la réception de leur demande par le Point de contact par tous moyens.

Dans l'éventualité où les personnes concernées n'auraient reçu aucune réponse ou une réponse partielle par le Point de contact, elles devront contacter le DPO à l'adresse postale suivante : CCI Nantes St-Nazaire - DPO – Maison de l'Entrepreneuriat et des Transitions - 1 rue Françoise Sagan – 44800 Saint-Herblain en précisant les références du Marché.

Si les personnes concernées estiment, après avoir contacté la CCI, que leurs droits sur leurs données personnelles ne sont pas respectés, elles peuvent adresser une réclamation à la CNIL (3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07) – www.cnil.fr.

Les dispositions législatives concernant la communication de certaines données personnelles à des tiers dans le cadre de l'exercice des missions de service public de la CCI, ainsi que la politique de protection des données personnelles de la CCI sont détaillées dans sa charte.

Le Titulaire s'engage à informer les personnes concernées du traitement de leurs données et de leurs droits dans le cadre de la gestion du marché.

ARTICLE 14 DIFFÉRENDS ET LITIGES

Le droit applicable est le droit français.

14.1 Instance chargée des procédures de recours

En cas de litige qui pourrait survenir à l'occasion de l'exécution du présent marché, le Tribunal Administratif de Nantes (6 allée Ile Gloriette BP 24111– 44 041 Nantes Cedex 1 – Tél : 02 40 99 46 00 – Fax : 02 40 99 46 58 – Courriel : greffe.ta.nantes@juradm.fr) est seul compétent, nonobstant l'intervention du Bâtonnier de l'Ordre des avocats auquel est inscrit le cabinet, en application de la Loi n° 71-30 du 31/12/1971 modifiée et du Décret n° 2005-790 du 12/07/2005.

14.2 Organe chargée des procédures de médiations

En cas de litige qui pourrait survenir à l'occasion de l'exécution du présent marché, le Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges (6 Quai Ceineray – BP 33515 – 44035 Nantes Cedex 1 – Courriel : nathalie.gluck@pays-de-la-loire.pref.gouv.fr - Tél : 02 40 08 64 46 – Fax : 02 40 47 90 68) est seul compétent.

14.3 Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

En cas de litige qui pourrait survenir à l'occasion de l'exécution du présent marché, le Tribunal Administratif de Nantes (6 allée Ile Gloriette BP 24111– 44 041 Nantes Cedex 1 – Tél : 02 40 99 46 00 – Fax : 02 40 99 46 58 – Courriel : greffe.ta.nantes@juradm.fr) est seul compétent.

ARTICLE 15 DÉROGATIONS AU CCAG TIC

Articles du CCAG-TIC auxquels il est dérogé	Articles du DU par lesquels sont introduites ces dérogations
14.1.1	7
5.2	13

VISA ÉLECTRONIQUE :

fait en un seul original

à _____ le _____

(signature électronique et cachet du candidat)

A _____, le _____

Jean-François REYNOUARD

Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Région Pays de la Loire